



VIF SUCCES DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE 133,6 MILLIONS D'EUROS

Paris, le 11 juin 2015

Rubis annonce aujourd'hui le succès de son augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dont la période de souscription s'est achevée le 4 juin 2015.

La demande totale, qui s'est élevée à 418,8 millions d'euros, a été supérieure de 285,2 millions d'euros à l'objectif visé, soit un taux de souscription de 313 %.

2 700 918 actions nouvelles ont été souscrites à titre irréductible, représentant 97 % des actions nouvelles à émettre. La demande à titre réductible qui a porté sur 6 024 162 actions a été servie à hauteur de 83 174 actions nouvelles. A l'issue de la souscription, 2 784 092 actions nouvelles auront été souscrites à un prix unitaire de 48 euros.

Le règlement-livraison ainsi que l'admission aux négociations des actions nouvelles sur Euronext Paris interviendront le 15 juin 2015 sur la même ligne de cotation que les actions existantes (code ISIN FR0000121253). Les actions nouvelles porteront jouissance courante. Elles seront assimilées aux actions existantes dès leur émission et conféreront les mêmes droits que les actions existantes en circulation.

A l'issue de cette opération, le capital social de Rubis sera composé de 41 761 384 actions.

Cette augmentation de capital participe à la fois au refinancement des dernières acquisitions et des investissements en cours dont le montant total des engagements s'élève à près de 600 millions d'euros. Ces acquisitions et développements sont d'ores et déjà financés par la capacité d'autofinancement, par les lignes de crédits confirmées et par le recours à la trésorerie disponible du Groupe. Toutefois, Rubis s'inscrivant dans une dynamique de développement, a décidé de renforcer ses moyens financiers au travers de cette augmentation de capital dont le produit d'émission représente environ 20 % des montants engagés. Ainsi à l'issue de cette opération, Rubis dispose d'une situation financière solide pour lui permettre de saisir de nouvelles opportunités dans un environnement particulièrement actif.

Rubis remercie ses actionnaires de leur confiance renouvelée et des moyens ainsi obtenus pour assurer la poursuite de son développement.

Conseil, Chefs de file, Teneurs de livre et centralisation de l'opération

- *Conseil de Rubis* : Sodica ECM (groupe Crédit Agricole)
- *Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé* : BNP PARIBAS
- *Chefs de File et Teneurs de Livre Associés* :
 - Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
 - HSBC
 - Société Générale Corporate & Investment Banking

La centralisation de l'opération est assurée par CACEIS Corporate Trust, 14 rue Rouget de Lisle, 92862 Issy les Moulineaux Cedex 9.

Ce communiqué de presse ne peut pas être communiqué, distribué, ou transmis directement ou indirectement aux Etats-Unis, au Canada, en Australie ou au Japon.

Avertissement

Ce communiqué et les informations qu'il contient ne constituent ni une offre de vente ou d'achat ni la sollicitation de vente ou d'achat d'actions ou de droits préférentiels de souscription de Rubis.

Aucune communication, ni aucune information relative à l'émission par Rubis des actions et droits préférentiels de souscription ne peut être diffusée au public d'un pays au sein duquel il existe une obligation d'enregistrement ou d'approbation. Hors de France, aucune démarche n'a été entreprise (ni ne sera entreprise) dans un pays au sein duquel de telles démarches seraient requises. L'émission des droits préférentiels de souscription ou la souscription des actions peuvent faire l'objet dans certains pays de restrictions légales ou réglementaires spécifiques. Rubis n'assume aucune responsabilité au titre d'une violation par quiconque de ces restrictions.

Espace économique européen

L'offre est ouverte au public uniquement en France.

*En ce qui concerne les États membres de l'Espace économique européen ayant transposé la Directive Prospectus autres que la France (les « **Etats membres** »), aucune action n'a été entreprise (ni ne sera entreprise) à l'effet de permettre une offre au public de titres rendant nécessaire la publication d'un prospectus au sein d'un des Etats membres. Par conséquent, les droits préférentiels de souscription, les actions nouvelles ou autres titres mentionnés dans ce communiqué de presse peuvent être offerts dans les États membres uniquement :*

- à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus ;*
- à moins de 100 ou, si l'Etat membre a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative, 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus Modificative) par Etat membre ; ou*
- dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus.*

*Pour les besoins du présent paragraphe, (i) l'expression « **offre au public de titres** » dans un État membre signifie toute communication adressée à des personnes physiques ou morales, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les valeurs mobilières objet de l'offre, permettant à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire ces valeurs mobilières, telle que cette définition a été, le cas échéant, modifiée dans l'Etat membre considéré, (ii) l'expression « **Directive Prospectus** » signifie la Directive 2003/71/CE du 4 novembre 2003, telle que transposée dans l'État membre (telle que modifiée, y compris par la Directive Prospectus Modificative dès lors que celle-ci aura été transposée par chaque Etat membre) et (iii) l'expression « **Directive Prospectus Modificative** » signifie la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010.*

Ces restrictions de vente concernant les États membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les Etats membres ayant transposé la Directive Prospectus.

Royaume-Uni

*Le présent communiqué de presse ne contient pas et ne constitue pas une invitation, un encouragement ou une incitation à investir. Le présent communiqué de presse est uniquement destiné aux personnes (1) qui ne se trouvent pas au Royaume-Uni; (2) qui sont des investment professionals répondant aux dispositions de l'Article 19(5) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (tel qu'amendé) (l'« **Ordonnance** ») ; (3) qui sont des personnes répondant aux dispositions de l'article 49(2)(a) à (d) (« high net worth companies, unincorporated associations, etc. ») de l'Ordonnance ; ou (4) qui sont des personnes à qui une invitation ou une incitation à réaliser une activité d'investissement (au sens du Service Financial Market Act 2000) dans le cadre de l'émission ou de la vente de valeurs mobilières pourrait être légalement communiquée ou avoir pour effet d'être communiquée (les personnes mentionnées aux (1), (2), (3) et (4) étant ensemble désignées comme les « **Personnes Habilitées** »).*

Le présent communiqué de presse est uniquement destiné aux Personnes Habilitées et ne doit pas être utilisé ou invoqué par des personnes non habilitées. Tout investissement ou toute activité d'investissement lié au présent communiqué de presse est réservé aux Personnes Habilitées et ne peut être réalisé que par des Personnes Habilitées.

Le présent communiqué ne constitue pas un prospectus approuvé par la Financial Services Authority ou par toute autre autorité de régulation au Royaume-Uni au sens de la Section 85 du Financial Services and Markets Act 2000.

Etats-Unis

*Le présent document ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières ou la sollicitation d'une offre d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux Etats-Unis. Les valeurs mobilières mentionnées dans le présent document n'ont pas été, et ne seront pas, enregistrées au titre du U.S. Securities Act of 1933, tel que modifié (le « **Securities Act** »), et ne peuvent être offertes ou vendues aux Etats-Unis en l'absence d'enregistrement ou de dispense d'enregistrement au titre du Securities Act. Rubis n'a pas l'intention d'enregistrer l'offre, en totalité ou en partie, aux États-Unis ni de faire une offre au public aux États-Unis.*

Ce communiqué de presse ne peut pas être communiqué, distribué, ou transmis directement ou indirectement aux Etats-Unis, au Canada, en Australie ou au Japon.

Canada, Australie et Japon

Les actions nouvelles et les droits préférentiels de souscription ne pourront être offerts, vendus ou acquis au Japon et, sous réserve de certaines exceptions, au Canada et en Australie.

Australie

*Le présent document ne constitue pas une offre de vente ou d'achat de valeurs mobilières qui nécessiterait la publication d'informations au titre du Corporations Act de 2001 australien (le « **Corporations Act** »). Le présent document ne constitue pas un « disclosure document » au sens du Corporations Act ou plus généralement du droit australien et aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de le déposer ou l'enregistrer auprès de la Australian Securities and Investments Commission. Toute offre relative à la vente ou l'achat de valeurs mobilières ou de produits financiers, en relation avec le présent document, est destinée à constituer une offre qui n'exige pas de publication d'informations à l'intention des investisseurs, conformément à la Partie 6D.2 ou la Partie 7.9 du Corporations Act.*

CONTACTS

Rubis

Monsieur Bruno KRIEF

Directeur Général Finance

Téléphone : + 33 (0)1 44 17 95 95

e-mail : rubis@rubis.fr